



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 31/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CARTOLUX**

4 Avenue Gustave Eiffel  
33600 Pessac

Références : 26-0281

Code AIOT : 0003104526

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement CARTOLUX implanté ZA Le Courneau II 33610 Canéjan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARTOLUX
- ZA Le Courneau II 33610 Canéjan

- Code AIOT : 0003104526
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, est autorisé à exploiter une installation d'imprimeries sur tout support dont le carton soumis à autorisation pour la rubrique 2450 par arrêté du 18/03/2020 sur la commune de Canéjan. Il est également enregistré pour la transformation du carton sous la rubrique 2445-1 et déclaré pour le stockage de papier, carton sous la rubrique 1530.

Le site comprend des installations classées et connexes, destinées à la conception, la fabrication, l'impression et le stockage d'emballages en carton dont les bâtiments principaux sont :

- le bâtiment de production (6 025 m<sup>2</sup>)
- l'entrepôt de stockage de matières premières (1 320 m<sup>2</sup>),
- l'entrepôt de stockage de produits finis (1 582 m<sup>2</sup>),
- le bâtiment pour les bureaux du personnel (545 m<sup>2</sup>).

Le site emploie environ 80 personnes dont 35 sont présentes sur site.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est principalement attendu de la part de l'exploitant d'améliorer la mise en rétention des produits présentant une mention de danger sur rétention et de prendre les dispositions pour établir un état des stocks des matières stockées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société CARTOLUX utilise le logiciel SEIRICH. Développé par l'INRS. Ce dernier permet aux entreprises de repérer, d'évaluer et de s'informer sur les produits chimiques utilisés au sein de l'établissement.</p> <p>Le logiciel est mis à disposition de l'ensemble du personnel via le serveur du site.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de nous présenter la quasi intégralité des Fiches de Données de Sécurité (471 FDS) des produits utilisés depuis l'ouverture du site, seulement 11 FDS étaient manquantes.</p> <p>Parmi les 471 FDS, certains produits ne sont plus utilisés.</p> <p>Le site ne dispose pas de produit CMR.</p> <p>Bien qu'une mise à jour des FDS soit réalisée périodiquement, nous avons constaté que certaines d'entre elles sont antérieures à 2020.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à la mise à jour de la base de données afin de ne conserver que les fiches correspondant aux produits réellement utilisés sur le site. Les FDS obsolètes pourront alors être</p>

archivées.

Par ailleurs, les actions correctives suivantes doivent être entreprises :

- se procurer les 11 FDS manquantes si les produits sont toujours utilisés,
- s'assurer de disposer de la dernière version à jour de l'ensemble des FDS, et procéder notamment à la mise à jour des FDS antérieure à 2020.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés [...] dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

L'inspection a sollicité la transmission de 2 FDS relatives aux produits suivants :

- encre : 43UG4000 NewV pack Cyan
- liquide inflammable : COMBI

Concernant la rubrique 5 (Mesures de lutte contre l'incendie) des FDS, l'inspection a constaté que les dispositions relatives à la maîtrise des risques incendie sont dûment appliquées.

Concernant la rubrique 7 (conditions de stockage) des FDS, l'inspection a constaté que certains produits présentant une mention de danger pour les milieux aquatiques (catégorie 3) n'étaient pas entreposés sur rétention. (cf. fiche de constat n° 3)

- exemple constaté : encre d'imprimerie 43UG4000 NewV pack Cyan (FDS n° 368.308 du 04/10/2021).

Concernant la rubrique 2.2 (éléments d'étiquetage) des FDS, l'inspection a relevé une non-conformité concernant l'étiquetage de plusieurs produits, principalement des encres d'imprimerie. Bien que ces substances possèdent une classification de danger, elles ne sont pas étiquetées selon le règlement CLP.

Il a été constaté que les fûts et bidons présents sur le site ne disposent pas des pictogrammes de danger réglementaires qui leurs sont associés.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les fûts et bidons soient étiquetés conformément au règlement CLP, en apposant les pictogrammes de dangers correspondant à leur classification.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté dans le local de stockage des solvants que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'encombrement important des rétentions soulève une interrogation de l'inspection sur le respect de l'article 25-I de l'AM du 04/10/2010 (emballages carton avec les bidons de solvants (liquides inflammables), bidons qui débordent de la rétention, quantité de bidons important sur une même rétention).</li> <li>- une armoire de rétention pour produits dangereux est installée au dessus des bacs de rétention, occupant ainsi inutilement l'emplacement prévu pour des bidons ;</li> <li>- des bidons vides sont entreposés sur les dispositifs de rétention ;</li> </ul> <p>L'inspection a constaté dans le hangar où sont situés les machines d'impression et de transformation du carton que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des encres d'imprimerie étaient stockées sur deux racks de stockage dans des fûts ou des pots sans rétention. Les inspecteurs ont par ailleurs constaté qu'au moins une partie de ces encres présentaient une mention de danger pour les milieux aquatiques (catégorie 3) : exemple constaté</li> </ul>

<p>: encre d'imprimerie 43UG4000 NewV pack Cyan (FDS n° 368.308 du 04/10/2021) ;</p> <p>- des fûts d'encres, qui présentaient une mention de danger pour les milieux aquatiques, étaient présents à même le sol, sans dispositif de rétention avec un dispositif de canne d'aspiration afin d'alimenter les équipements d'impression de l'établissement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant effectue un inventaire précis des volumes de liquides inflammables stockés et susceptible d'être stocké dans le local des solvants afin de justifier que la capacité totale des rétentions est suffisante par rapport aux quantités réelles de produits dangereux présents dans le local conformément à l'article 25-I de l'AM du 04/10/2010. Selon, cet inventaire, l'exploitant adapte la capacité de rétention ou limite la quantité de produits stockée.</p> <p>L'exploitant met en œuvre les actions nécessaires pour que le stockage des encres d'imprimerie, au sein du hangar d'imprimerie, soit associé à des dispositifs de rétention conformes à l'article 25-I de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p> <p>Par ailleurs, il appartient à l'exploitant de procéder à l'évacuation de ses déchets afin d'éviter d'encombrer inutilement les rétentions disponibles avec des bidons vides stockés sur les rétentions du local de solvants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site ne dispose pas de produits incompatibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant ne procède pas à une mise à jour journalière de l'état des matières stockées.

Le document le plus récent communiqué lors de l'inspection date du 31/12/2025.

Selon les informations recueillies auprès de l'exploitant, l'inventaire n'est actuellement réalisé qu'à une fréquence semestrielle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant prend les dispositions pour disposer d'un état des stocks représentatif des matières stockées. Cette obligation s'étend aux matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des stocks doit répondre aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et doit permettre de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Pour les matières dangereuses, devront figurer à minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ;

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois